



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur un lot unique à bons de commande pour la rénovation et l'entretien des façades du Campus Canopé, sous la gestion du Rectorat de Dijon.

ARTICLE 2 : LIEU D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

**Bâtiment Campus Canopé – Façade extérieure
3 Avenue Alain Savary, 21000 Dijon**

ARTICLE 2 : DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 3 ans, renouvelable 1 an.

ARTICLE 3 : MONTANT DU MARCHÉ

- Montant estimé : 200 000 € TTC.
- Montant maximum autorisé : 250 000 € TTC sur la durée totale du marché.

ARTICLE 4 : AVANCE

- Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant du bon de commande dépasse 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.
- Le taux de l'avance est fixé à 20 % du montant initial (TTC) du bon de commande.
- Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande couvrant 100 % de son montant (sauf renonciation expresse du titulaire).
- Le titulaire peut refuser l'avance en le signalant par écrit à la maîtrise d'ouvrage dans un délai de 15 jours après la notification du bon de commande.
- L'avance sera remboursée par prélèvement sur les paiements suivants proportionnellement à l'avancement des prestations.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXÉCUTION

- Les prestations seront exécutées selon le **planning prévisionnel** avec **4 interventions successives**.
- Le titulaire s'engage à respecter les délais et les normes en vigueur.
- Le planning prévisionnel devra être respecté et validé par la maîtrise d'ouvrage avant toute intervention.

ARTICLE 6 : PÉNALITÉS DE RETARD

En cas de non-respect des délais d'exécution, une pénalité de **200 € par jour de retard** sera appliquée.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PAIEMENT

- Paiement sous **30 jours** à compter de la réception de la facture et du procès-verbal de réception des travaux.
- Acomptes possibles selon l'avancement des travaux.
- Le paiement sera effectué en totalité après validation des prestations par la maîtrise d'ouvrage, sans retenue de garantie.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET GARANTIES

- Le titulaire devra justifier d'une **assurance responsabilité civile et décennale**.
- Garantie de **parfait achèvement : 1 an après réception des travaux**.
- Garantie biennale et décennale applicables aux ouvrages concernés.

ARTICLE 9 : RÉVISIONS DES PRIX

Les prix du marché sont **révisibles annuellement**, à la date anniversaire de la notification du marché, selon l'évolution de l'**indice BT42 – Travaux de restauration de pierre et marbrerie**, publié par l'INSEE.

La formule de révision des prix est la suivante :

$$P = Po \times \frac{\text{Index 0}}{\text{Index de référence}}$$

- **P** = Prix révisé
- **Po** = Prix initial contractuel
- **Index 0** = Indice BT42 à la date de la notification
- **Index de référence** = Indice BT42 à la date de la facture

En cas d'indisponibilité temporaire de l'indice, l'indexation sera effectuée sur le dernier indice publié par l'INSEE.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié en cas de **manquement grave aux obligations contractuelles**, après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 11 : CRITÈRES DE SÉLECTION DES ENTREPRISES

- Expérience prouvée dans la restauration patrimoniale et la taille de pierre.
- Fourniture de certificats de **bonne exécution de travaux similaires**.
- La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de **négoier les offres** afin d'obtenir le meilleur rapport qualité/prix.

ARTICLE 12 : MODALITÉS DE CONSULTATION - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

- Consultation restreinte par envoi d'un mail en copie cachée aux entreprises spécialisées dans la taille de pierre.
- Sélection des candidats sur la base des critères suivants :
 - Expérience prouvée dans la restauration patrimoniale et la taille de pierre.
 - Fourniture de certificats de bonne exécution de travaux similaires.
- Attribution selon un ratio pondéré :
 - 60% prix
 - 40% valeur technique
- Possibilité de négociation avec les entreprises retenues pour optimiser les conditions d'exécution et de coûts.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES

Le marché est soumis aux règles de la commande publique, notamment :

- Code de la Commande Publique
- Obligation de mise en concurrence adaptée
- Respect des réglementations en vigueur en matière de travaux publics et de sécurité

ARTICLE 14 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité, sont :

1. L'Acte d'Engagement (AE)
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
4. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
5. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
6. Le Planning prévisionnel des travaux

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS FINALES

Toute modification au présent marché devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.